

Nathalie CAZEAUX-LAUILHÉ
Mélanie DUBOY
Hervé VERDEYROU
Vincent DUVAL
Experts-Comptables et
Commissaires aux comptes

Emilie NUNEZ
Expert-Comptable

Marine LAILHEUGUE
Expert-Comptable mémorialiste

Association Dax Emploi Formation
Insertion Solidarité Services
Atelier Chantier d'Insertion
(DEFIS SERVICES ACI)
7 rue des Prairies
40100 DAX

RAPPORT
SUR LES COMPTES ANNUELS
Rapport avec certification sans réserve

Exercice du 01.01.2024 au 31.12.2024

S.A.R.L au capital de 40 000€ - RCS Dax B 379 581 705 - N°TVA Intracom : FR47379581705

DEFIS SERVICES ACI

Siège social :

7 rue des Prairies

40100 DAX

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Rapport avec certification sans réserve

Exercice du 1^{er} Janvier 2024 au 31 Décembre 2024

Présenté par

ACQS Expertise Conseil

**Représenté par Nathalie CAZEAUX-LAUILHE
125 Avenue Saint Vincent de Paul - 40100 DAX**

**Société inscrite à la Compagnie Régionale des
Commissaires aux Comptes de Grande Aquitaine**

DEFIS SERVICES ACI

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association DEFIS SERVICES ACI relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne les Subventions d'exploitation et Concours publics.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à DAX,

Pour la SARL ACQS EXPERTISE CONSEIL
Mme Nathalie CAZEAUX-LAUILHE
Associée signataire
Commissaire aux comptes associée

Signé par Nathalie Cazeaux-Lauilhe
Le 03/04/25

ID: tx_weearaMblem7



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires						
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques Matériel et outillage	22 133	13 774	8 358	9 480	-1 121	-11.83
	Autres immobilisations corporelles	99 940	30 409	69 531	40 100	29 431	73.40
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	500		500		500	
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts				1 196	-1 196	-100.00
	Autres immobilisations financières	4 173		4 173	2 510	1 663	66.27
	Total I	126 746	44 183	82 562	53 285	29 277	54.94
	Comptes de liaison Total II						
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises	3 153		3 153		3 153	
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés	131 629		131 629	81 429	50 200	61.65
	Autres créances	98 451		98 451	21 662	76 789	354.49
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	73 229		73 229	19 315	53 914	279.13
	Charges constatées d'avance (3)	2 250		2 250	1 164	1 086	93.27
	Total III	308 712		308 712	123 570	185 142	149.83
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	435 458	44 183	391 275	176 855	214 419	121.24

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2024	31/12/2023	Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres				
	Fonds associatifs sans droit de reprise				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves				
	Report à nouveau	84 628	-8 875	93 503	NS
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	134 388	93 503	40 885	43.73
	Autres fonds associatifs				
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports				
	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
	Ecarts de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		842	-842	-100.00
	Provisions réglementées				
	Droit des propriétaires				
	Total I	219 016	85 470	133 546	156.25
	Comptes de liaison				
DETTES (I)	Total II				
	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement				
	Fonds dédiés sur autres ressources				
	Total III				
	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	11 260	21 025	-9 765	-46.45
	Emprunts et dettes financières divers				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Comptes de Régularisation	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 774	14 967	11 808	78.89
	Dettes fiscales et sociales	86 965	55 061	31 905	57.94
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	47 259		47 259	
	Autres dettes		333	-333	-100.00
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
	Total IV	172 259	91 386	80 873	88.50
	Ecarts de conversion passif (V)				
	Total GENERAL (I+II+III+IV+V)	391 275	176 855	214 419	121.24

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises	13 184				13 184	
Production vendue de Biens et Services	462 966		364 739		98 227	26.93
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	46 000		38 398		7 602	19.80
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	6 879		6 397		481	7.52
Collectes	4 485				4 485	
Cotisations	105		80		25	31.25
Autres produits	380 292		309 136		71 156	23.02
Total I	913 911		718 751		195 160	27.15
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises	6 073				6 073	
Variation de stock (marchandises)	-3 153				-3 153	
Achats de matières premières et autres approvisionnements	18 697		14 533		4 164	28.65
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes	259 979		211 779		48 200	22.76
Impôts, taxes et versements assimilés	7 581		6 355		1 226	19.29
Salaires et traitements	437 471		332 856		104 615	31.43
Charges sociales	50 342		43 294		7 048	16.28
Dotations aux amortissements et aux provisions						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	20 608		22 363		-1 755	-7.85
Sur immobilisations : dotations aux provisions						
Sur actif circulant : dotations aux provisions						
Pour risques et charges : dotations aux provisions						
Subventions accordées par l'association						
Autres charges (2)	7 118				7 118	
Total II	804 716		631 180		173 536	27.49
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	109 195		87 571		21 624	24.69
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V						
Charges financières						
Dotations aux amortissements et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées		229		368	-139	-37.76
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI		229		368	-139	-37.76
2. Résultat financier (V-VI)		-229		-368	139	37.76
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)		108 966		87 203	21 763	24.96
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		3 380		1 870	1 510	80.77
Produits exceptionnels sur opérations en capital		41 952		6 049	35 903	593.54
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total VII		45 332		7 919	37 413	472.46
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		7 350		615	6 735	NS
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		12 560		1 004	11 556	NS
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions						
Total VIII		19 910		1 619	18 291	NS
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)		25 422		6 300	19 122	303.53
Impôts sur les bénéfices (IX)						
Total des produits (I+III+V+VII)		959 243		726 670	232 573	32.01
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)		824 855		633 167	191 688	30.27
Solde intermédiaire		134 388		93 503	40 885	43.73
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs						
- Engagements à réaliser sur ressources affectées						
5. EXCEDENTS OU DEFICITS		134 388		93 503	40 885	43.73

ANNEXE

SOMMAIRE

	page
Faits caractéristiques de l'exercice	5
Evènements significatifs postérieurs à la clôture	5
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	5
Permanence ou changement de méthodes	7
Informations générales complémentaires	7
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Variation détaillée des stocks et des en-cours	8
Produits à recevoir	8
Charges à payer	8
Charges et produits constatés d'avance	8
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Honoraires des commissaires aux comptes	9
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Montant des engagements financiers	9

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'objet social, la nature et le périmètre des missions :

DEFIS Ateliers et Chantiers d'Insertion a été créée sous forme d'Association non fiscalisée. Sa forme est celle d'un Atelier Chantier d'Insertion. Son activité est nettoyage, multi-services.

Une nouvelle activité a été créée fin 2024, une épicerie sociale et solidaire. Son objectif est de permettre aux bénéficiaires en situation précaire d'acquérir des denrées et des produits à faibles prix.

Les moyens mis en oeuvre :

L'effectif total est de 31 personnes : 23 salariés pour l'activité nettoyage et 8 salariés pour l'épicerie.

La direction est assurée par un conseil d'administration composé d'un président, un vice-président, un trésorier, une secrétaire et 10 membres actifs.

Elle bénéficie du soutien administratif de l'ensemble de l'association.

Les divers moyens d'actions mis en place par l'association sont :

- accompagnement des personnes sans emploi pour bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle
- proposition aux particuliers et professionnels des missions et petits services de proximité
- créer un service d'aide alimentaire pour les personnes du territoire qui sont dans le besoin

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014 relative au plan comptable général et celles du règlement n°18-06 du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Les conventions comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

a) Immobilisations corporelles

En ce qui concerne les immobilisations, aucune n'a été identifiée comme décomposable. Aussi, il a été procédé pour chaque immobilisation à un examen des durées de vie économique par rapport aux durées d'usage fiscal retenues jusqu'à là comme base d'amortissement.

Cet examen n'a pas conduit à modifier les durées d'amortissement pratiquées.

- 5 ans pour le Matériel et outillage
- 5 ans pour le Matériel de transport
- 5 ans pour Matériel et Mobilier de bureau

Pour l'épicerie, du mobilier, à savoir 7 armoires de rangement, 6 armoires de stockage et 2 caisses de vente, a été donné par un ancien magasin. En l'absence de valorisation, ces immobilisations n'ont pas été inscrites au bilan.

b) Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourants à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

c) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

d) Provisions

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Il n'y a pas de provisions pour risques et charges

CHANGEMENT DE METHODES

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Variation détaillée des stocks et des en-cours

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
- Marchandises revendues en l'état	3 153		3 153	
Approvisionnements				
Total I	3 153		3 153	
Production				
Production en cours				

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	38 562
Total	38 562

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 281
Dettes fiscales et sociales	33 255
Total	34 536

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	2 250
Total	2 250

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 6 010 euros HT, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes :
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 :

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagements financiers

Engagements donnés

Il n'y a pas d'engagements financiers donnés sur l'exercice.

Engagements reçus

Il n'y a pas d'engagements financiers reçus sur l'exercice.